



Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services

Avenir de l'Équipement *Le Ministre reçoit Force Ouvrière*

Le Ministre, Dominique PERBEN, accompagné du Directeur adjoint du cabinet, du Conseiller social, du Conseiller en charge de l'Équipement et du Secrétaire général du ministère, a reçu ce jour Jean-Claude MAILLY, Secrétaire général de la cgt FO, et une délégation de la FEETS-FO.

L'audience avait été demandée suite aux audits Copé, notamment celui relatif au RST, en lien avec l'avenir du Ministère et la situation des personnels.

Réseau Scientifique et Technique

Force Ouvrière a rappelé ses inquiétudes suite à la décision du Ministre du Budget de réaliser un audit sur le RST après ceux engagés sur les SSBA et l'ENIM. Le premier a conduit, en effet, à l'annonce de la suppression de 2 SSBA sur 3 et le second à la remise en cause de la « Sécurité Sociale » des marins, ce dernier invalidé depuis par le Ministre.

Le Ministre a préalablement déclaré : « *Le RST est le noyau dur de cette maison à partir duquel on peut construire le futur Ministère post-décentralisation.* »

Reprenant à son compte une critique forte émise dans l'audit et largement soulignée auparavant par notre organisation, le Ministre a souhaité que la stratégie du RST soit affirmée rapidement et prenne en compte son ouverture aux collectivités territoriales. Il s'est déclaré convaincu de trouver un système de collaboration avec elles ; constatant un apaisement des relations entre les collectivités locales et l'Etat.

Il s'est engagé à ce que d'ici fin 2006, un cadre relationnel soit clarifié avec les collectivités territoriales et que des feuilles de route, structure par structure, soient affichées.

Il reconnaît un déficit de communication. Pour le combler, il rencontrera les élus locaux et s'exprimera publiquement.

Force Ouvrière a attiré l'attention du Ministre sur l'évolution des effectifs notamment dans ce secteur. Ceci constituera un élément fondamental de réponse.

Décentralisation – Réorganisation

Force Ouvrière a dénoncé la remise en cause par la DGPA, au sein du comité spécifique de suivi, d'accords locaux en particulier sur les moyens de déplacement. Cette position a d'ailleurs provoqué le départ des représentants Force Ouvrière lors de sa dernière réunion.

Le Ministre a constaté que ces blocages ne répondent pas à sa volonté, c'est à dire d'un coût social zéro et demande que le comité se réunisse de nouveau pour traiter les problèmes sans attendre septembre.

Force Ouvrière a, de nouveau, exigé que l'indemnité spécifique de mobilité (ISM) soit défiscalisée vu ses conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des intéressés.

Le Ministre, conscient de cette difficulté, a affirmé sa volonté d'aboutir en ce sens et poursuit ses interventions auprès de Bercy.

Force Ouvrière a réaffirmé que le maintien des rémunérations n'est toujours pas garanti et a constaté que la circulaire ministérielle n'est pas parue.

Par ailleurs, Force-Ouvrière est intervenue auprès du Ministre sur la nécessité d'assurer pour les agents et pour le service public de l'Equipement, la capacité de construire leur carrière qu'ils soient affectés à l'Etat ou dans la FPT.

Parcs

Force Ouvrière a rappelé son attente de clarification et d'orientation sur l'avenir des Parcs et sur le statut des OPA.

Le Ministre s'est voulu rassurant en affirmant que dès à présent dans un nombre important de départements, il ne constatait plus de blocage à la reprise des parcs. Concernant le statut des O.P.A., il lui semble que la seule piste fiable soit le maintien du statut d'Ouvrier d'Etat avec l'ouverture des recrutements aux collectivités territoriales.

Sur l'ensemble des points abordés, le Ministre est apparu attentif et soucieux du dialogue social.

Paris, le 20 juillet 2006